



Conseil économique et social

Distr. limitée
9 octobre 2003
Français
Original: anglais

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session extraordinaire de 2003 consacrée au budget

1er et 2 décembre 2003

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Budget d'appui révisé de l'exercice biennal 2002-2003

Résumé

La Directrice exécutive *recommande* au Conseil d'administration d'approuver l'ouverture d'un crédit additionnel de 8 millions de dollars au titre du budget d'appui de l'exercice biennal 2002-2003, afin de financer les augmentations de traitement et les dépenses supplémentaires dans le domaine de la sécurité.

* E/ICEF/2003/14.



1. À sa deuxième session ordinaire de 2001, le Conseil d'administration a approuvé l'ouverture d'un crédit de 566 169 000 dollars en chiffres bruts au titre du budget d'appui pour l'exercice biennal 2002-2003. Compte tenu des recettes prévues au titre du budget, à savoir 88 300 000 dollars, le budget d'appui net a été estimé à 477 869 000 dollars (décision 2001/13, E/ICEF/2001/6). Le coût des postes d'administrateur recruté sur le plan international a été calculé en appliquant le barème des traitements correspondant et le coefficient d'ajustement en vigueur au 1er septembre 2001, et en tenant compte d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 %.
2. Toutefois, l'Assemblée générale a par la suite approuvé, à la section II. A de sa résolution 57/285 du 20 décembre 2002, un barème des traitements révisé pour le personnel de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, qui a pris effet au 1er janvier 2003. Dans ce barème, le relèvement des traitements de base minima a été différencié afin de remédier à la faible valeur de la marge aux classes supérieures du barème. En outre, l'indemnité de poste a sensiblement augmenté dans un grand nombre de lieux d'affectation en 2003. À titre d'exemple, le coefficient d'ajustement est passé de 46,3 à 53,9 à New York, et de 35,9 à 43,4 à Copenhague, avec effet au 1er septembre 2003. Pour ce qui est des lieux d'affectation hors siège, et pour ne citer que les pays où l'augmentation a été la plus forte, le coefficient d'ajustement est passé de 1 à 17,4 au Brésil; de 14,3 à 37,9 en République centrafricaine; de 29,1 à 46,9 au Tchad; de 8,2 à 30,7 au Gabon; de 5 à 11,7 en Inde; de 9,9 à 18 en Indonésie; de 8,5 à 20,2 au Kenya; de 14,6 à 31 au Mali; de 0 à 16,1 au Népal; de 5,6 à 23,1 au Niger; de 2,5 à 15,5 au Pakistan; et de 7,4 à 15,4 en Thaïlande. L'incidence de ce relèvement général des traitements des administrateurs recrutés sur le plan international est estimée à 6 millions de dollars en 2003, soit environ 5 % du montant approuvé pour cette rubrique.
3. Le budget approuvé comprend la part revenant à l'UNICEF des dépenses afférentes aux services de sécurité des Nations Unies dans les lieux d'affectation hors siège, à savoir 6,7 millions de dollars. Lorsqu'elle a établi le budget des services de sécurité hors siège en 2001, l'Organisation des Nations Unies a tenu compte d'un taux de vacance de poste de 50 % pour l'exercice biennal. Les postes ayant tous été pourvus très rapidement, cette rubrique va enregistrer un déficit, et les fonds et programmes doivent s'attendre à ce que la part de ces dépenses à leur charge augmente de 10 %. Compte tenu de la révision du barème des traitements en 2003, l'UNICEF prévoit, en ce qui le concerne, une augmentation totale de 1 million de dollars (15 % de 6,7 millions de dollars).
4. Un montant supplémentaire de 1 million de dollars est demandé pour satisfaire aux normes minimales de sécurité opérationnelle. En chiffres bruts, un crédit supplémentaire de 8 millions de dollars est donc demandé au titre du budget d'appui. Toutefois, l'augmentation des dépenses imputées aux autres ressources s'est traduite en 2002 par une augmentation des recettes au titre du recouvrement de 2,9 millions de dollars. Il est prévu qu'en 2003, du fait de l'application du nouveau principe de recouvrement et de l'augmentation des dépenses au titre des autres ressources, les recettes supplémentaires au titre du recouvrement atteindront 5,1 millions de dollars. Cette augmentation des recettes prévue (totalisant 8 millions de dollars pour 2002-2003) compensera l'augmentation du budget d'appui brut. Le budget d'appui net restera donc au même niveau que celui qui avait été initialement approuvé. On trouvera ci-après un état comparatif du budget initial et du budget révisé.

5. Compte tenu de ce qui précède, la Directrice exécutive recommande au Conseil d'administration d'approuver une ouverture de crédit additionnelle d'un montant brut de 8 millions de dollars.

Tableau

**État comparatif du budget approuvé et du budget révisé
pour l'exercice biennal 2002-2003**

(En millions de dollars des États-Unis)

| | <i>Budget approuvé (1)</i> | <i>Virements entre rubriques (2)</i> | <i>Crédits supplémentaires demandés (3)</i> | <i>Budget révisé 4) = 1 + 2 + 3</i> |
|--|--------------------------------|--|---|---|
| Traitements des administrateurs recrutés sur le plan international | 247,6 | (1,7) ^a | 6,0 | 251,9 |
| Autres dépenses afférentes aux postes | 26,2 | 0,6 | | 26,8 |
| Formation | 6,0 | | | 6,0 |
| Traitement des agents locaux | 106,9 | (4,8) ^a | | 102,1 |
| Autres dépenses de personnel | 15,0 | 3,7 ^a | | 18,7 |
| Consultants | 13,7 | 0,8 ^a | | 14,5 |
| Voyages | 21,1 | | | 21,1 |
| Dépenses de fonctionnement | 93,5 | | | 93,5 |
| Mobilier et matériel | 19,3 | 0,9 | 1,0 | 21,2 |
| Remboursements | 23,1 | 0,5 | 1,0 | 24,6 |
| Remboursement de la Division du secteur privé | (6,4) | | | (6,4) |
| Total brut | 566,0 | 0,0 | 8,0 | 574,0 |
| Recettes affectées au budget d'appui | (88,4) | | (8,0) | (96,4) |
| Budget d'appui net | 477,6 | 0,0 | 0,0 | 477,6 |

^a Une partie des économies réalisées au titre des postes vacants a été transférée aux rubriques personnel temporaire et consultants, afin de financer le personnel temporaire et les consultants recrutés pour exécuter les tâches relevant des postes restés vacants.